

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE

1765 AV HENRI SCHNEIDER
ZAC DE GAULNES
69330 Jonage

Références : UDR-SSDAS-25-330-AJ
Code AIOT : 0003201758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE implanté 1765 AV HENRI SCHNEIDER ZAC DE GAULNES 69330 Jonage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE
- 1765 AV HENRI SCHNEIDER ZAC DE GAULNES 69330 Jonage
- Code AIOT : 0003201758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Boehringer Ingelheim de Jonage a été construit de 2018 à 2022. Il est actuellement en phase de mise en service. La production des premiers lots de vaccins pour animaux contre le virus de la fièvre aphteuse est prévue pour février 2026. Le site de Jonage, qui emploie actuellement 150 personnes, est un nouveau site de production biotechnologique d'antigènes destinés à la fabrication de vaccins vétérinaires contre la fièvre aphteuse (FMDV - Foot and Mouth Disease Virus) et la fièvre catarrhale (BTV - Blue Tongue Virus).

Le niveau de confinement biologique instauré sur le site est adapté à contenir le virus de la fièvre aphteuse (FMDV) et le virus de fièvre catarrhale (BTV) (le BTV nécessite un niveau de confinement moins élevé que le FMDV). Les virus manipulés ne sont pas pathogènes pour l'homme.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	PAC du 09/04/2021 : stockage d'acide nitrique	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 1.6.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	PAC du 09/04/2021 : stockage d'acide nitrique	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 1.6.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	PAC 01/06/2023 : utilisation de formaldéhyde - BREF WGC	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-28	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	PAC du 01/06/2023 : stockage du formaldéhyde	Autre du 01/06/2023	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	PAC 01/06/2023: utilisation de formaldéhyde - AM du 02/02/1998	Arrêté Ministériel du 02/02/1998	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
10	Risques biologiques PSM	Arrêté Ministériel du 02/06/1998, article 10	/	Sans objet
11	Risques biologiques HEPA	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 3.1.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre dans un délai de **2 mois** les éléments suivants:

- son positionnement concernant son classement Seveso,
- une étude des dangers et risques concernant le scénario de mélange des produits acide nitrique / soude lors du dépotage,
- une description des barrières de sécurité permettant d'éviter le mélange des deux produits (affichages, consignes, alertes, formations du personnel, alarmes, etc.),
- la mise en place de procédures d'urgence / consignes de sécurité en cas de mélange des deux produits,
- des précisions concernant les procédures de nettoyage des cuves,
- des actions à réaliser dans le cadre du réexamen IED (définition du périmètre IED, définition précise des sources des émissions atmosphériques canalisées, campagne de caractérisation initiale de la toxicité des rejets, système de Management Environnemental spécifique au site de Jonage),
- son positionnement vis-à-vis des rubriques 2718 et 4120-1-b, les procédures lors du

traitement par charbon actif des rejets canalisés et le cas échéant la mise à jour ou le dépôt d'un nouveau PAC.

Les points de contrôle réalisés par sondage sur les risques biologiques, notamment le PSM n°1000395279-21011 et les filtres HEPA de la CTA420 montrent un bon suivi de la part de l'exploitant sur ces sujets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis le "Plan des réseaux humides EP - EU - ET - AEP » -n° EXE-TB-NTS-1400-2 RES-01713-K" dont la dernière mise à jour est datée du 10/03/2023.</p> <p>Sur ce plan figurent bien les 3 types de réseaux du site de Jonage : Eau Pluviale Voirie, Eau Pluviale Toiture, Eau usées. Cependant, les dernières modifications apportées au réseau d'eaux usées n'ont pas été prises en compte sur le document (présence des cuves de récupération des effluents chlorures telles que décrites dans le porté à connaissance transmis en juin 2023 non visibles sur le plan.)</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, de transmettre le plan des réseaux des effluents intégrant les dernières modifications apportées avec une résolution suffisante pour être exploité.</p> <p>L'exploitant devra transmettre également les codes BSS des piézomètres installés sur le site de Jonage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un regard de visite en aval du séparateur d'hydrocarbures. Ce regard est accessible (ouvert durant l'inspection) et permet de s'assurer que le dispositif de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, notamment via un prélèvement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions</p>

en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique que le service maintenance est chargé d'encadrer les prélèvements des effluents. L'inspection a constaté sur site que le point de prélèvement pour le rejet n°2 est accessible et représentatif des eaux envoyées vers le milieu naturel. Le rapport QSSE Temp009 Rev G des prélèvements réalisés le 1^{er} juillet 2024 montre que ces prélèvements ont été correctement réalisés à l'aval et à l'amont du séparateur d'hydrocarbures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025

Prescription contrôlée :

Article 21-II

« Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »

Article 58-IV

« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport REH2024N00245-RAM-RP-00020 d'analyse des effluents du point de rejet n°2 réalisée en juillet 2024 par Ramboll. Ce rapport indique que 2 prélèvements ont été réalisés, le premier en amont du séparateur d'hydrocarbure et le second en aval. Les résultats concluent à la conformité du rejet des eaux pluviales dans la noue d'infiltration et montrent le bon fonctionnement du séparateur.

L'exploitant a indiqué avoir fait réaliser les prélèvements des effluents des eaux pluviales en octobre 2025 faute de pluie en juillet, et être dans l'attente des résultats. **L'exploitant transmettra sans délai les résultats des analyses de ces prélèvements.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sans délai les résultats des analyses des prélèvements des eaux pluviales réalisés en octobre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PAC du 09/04/2021 : stockage d'acide nitrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025
Prescription contrôlée : Actualisation du classement ICPE du site en fonction d'une modification de la réglementation ICPE
Constats : L'exploitant a transmis la lettre du 30/10/2025 demandant le bénéfice de l'antériorité pour les activités de stockage d'acide nitrique en concentration <65 % (n° CAS 7697-37-2) pour une quantité maximum de 17,7t maximum. Néanmoins, bien que l'exploitant ait indiqué avoir réalisé son classement Seveso et ne pas être classé, son positionnement n'a pas été transmis à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre son positionnement concernant son classement Seveso sous 2 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : PAC du 09/04/2021 : stockage d'acide nitrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etude des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025

Prescription contrôlée :

Etude des risques concernant le stockage de la cuve d'acide nitrique

Constats :

L'inspection a constaté sur photo en salle, à la suite de l'inspection sur site, la mise en place (i) d'un affichage améliorant la visibilité de la localisation de l'acide nitrique et de la soude à la suite de l'inspection sur site et (ii) du pictogramme « comburant » sur l'étiquetage de l'acide nitrique. L'inspection a également constaté la présence de consignes à proximité du stockage décrivant les opérations de dépotage.

Cependant, l'exploitant n'a pas réalisé l'ensemble des éléments qui lui étaient demandés lors de la précédente inspection, notamment :

- les procédures d'urgence / consignes de sécurité à mettre en place en cas de mélange des deux produits,
- les précisions concernant les procédures de nettoyage des cuves,
- une étude des dangers et risques concernant le scénario de mélange des produits acide nitrique / soude lors du dépotage, bien que l'exploitant ait indiqué avoir commandé la mise à jour de l'EDD auprès de Ramboll,
- une description des barrières de sécurité permettant d'éviter le mélange des deux produits (affichages, consignes, alertes, formations du personnel, alarmes, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dans un délai de 2 mois les éléments suivants :

- les photos présentées en salle,
- une étude des dangers et risques concernant le scénario de mélange des produits acide nitrique / soude lors du dépotage,
- une description des barrières de sécurité permettant d'éviter le mélange des deux produits (affichages, consignes, alertes, formations du personnel, alarmes, etc.),
- la mise en place de procédures d'urgence / consignes de sécurité à mettre en place en cas de mélange des deux produits,
- des précisions concernant les procédures de nettoyage des cuves.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : PAC 01/06/2023 : utilisation de formaldéhyde - BREF WGC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-28

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux Meilleurs Techniques Disponibles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025

Prescription contrôlée :**MTD 5 :**

Afin de faciliter la récupération des matières et la réduction des émissions atmosphériques canalisées, ainsi que d'accroître l'efficacité énergétique, la MTD consiste à combiner les flux de gaz résiduels présentant des caractéristiques similaires, de façon à réduire le plus possible le nombre de points d'émission.

MTD 8 :

La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques canalisées au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

Substance/ Paramètre	Procédé(s) / Source(s)	P o i n t s d'émission	Norme(s)	Fréquence minimale de surveillance	Surveillance associée à
Formaldéhyde	Tous les procédés/sou rces	T o u t e cheminée	Norme EN en c o u r s d'élaboration	Une fois tous les 6 mois	MTD 11

MTD 11 :

- Appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées dans la MTD [...].
- Appliquer les les niveaux d'émission associés à la MTD pour les émissions atmosphériques canalisées décomposés organiques

Constats :

L'exploitant a transmis le dossier de réexamen IED n°REH2024N00249 comprenant une comparaison de ses activités avec l'ensemble des MTD des BREF WGC et CWW.

Après examen du dossier, l'inspection constate que le dossier est insuffisamment approfondi sur les points suivants :

- Définition du périmètre IED ;
- Définition précise des sources des émissions atmosphériques canalisées ;
- Campagne de caractérisation initiale de la toxicité des rejets ;
- Système de Management Environnemental SME spécifique au site de Jonage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'inspection demande à ce que l'exploitant apporte des compléments sur les points suivants dans un délai de 2 mois :</p> <p>-<u>Définition du périmètre IED</u> : l'exploitant devra fournir un plan localisant précisément le périmètre IED du site ;</p> <p>-<u>Définition précise des sources des émissions atmosphériques canalisées</u> : l'exploitant devra fournir une procédure concernant l'utilisation du formaldéhyde pour la décontamination des sas et des zones en les reliant aux émissaires associés et en estimant les flux associés. Cette procédure comprendra un plan de localisation des émissaires ainsi que leur photo permettant facilement leur identification. Suite à la parution de l'AMPG du 04/11/2024, l'inspection propose à l'exploitant une VLE de 2,5mg/Nm3 lorsque le débit massique sur l'ensemble du site est supérieur ou égal à 2,5g/h permettant de viser les fourchettes basses de la MTD11 en zone PPA. L'exploitant devra être en mesure d'estimer le flux horaire maximal de des COV CMR1 et CMR2 particuliers, des COV T avec ou sans présence de COV CMR et de l'ensemble des COV émis afin de pouvoir respecter les VLE présentées dans le tableau des VLE COV transmis par mail à l'exploitant,</p> <p>-<u>Campagne de caractérisation initiale de la toxicité des rejets</u> : dans un délai d'un an à l'issue de la mise en service de la phase de production de l'installation, l'exploitant devra réaliser une caractérisation initiale comprenant plusieurs séries de données de manière à permettre une évaluation des risques écotoxicologiques dans les rejets des effluents aqueux tel que demandé dans la MTD4 du BREF CWW et dans l'article 3.3 de l'AMPG du 04/11/2024. La caractérisation initiale devra porter sur l'ensemble des méthodes en vue de définir une combinaison appropriée permettant la surveillance de la toxicité. Les points d'échantillonnage devront être situés au point où les émissions sortent du site ;</p> <p>-<u>Système de Management Environnemental SME spécifique au site de Jonage.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : PAC 01/06/2023: utilisation de formaldéhyde - AM du 02/02/1998

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 27 - paragraphe 7 - petit c :</u></p> <p>c) [...] Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas</p>

techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Article 28 :

Dans le cas où une installation rejette le même polluant par divers rejets canalisés, les dispositions de l'article 27 s'appliquent à chaque rejet canalisé dès lors que le flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus dépasse le seuil fixé à l'article 27.

Constats :

L'exploitant a déclaré ne pas avoir trouvé de technique de décontamination moins nocive acceptable mais reste en veille sur leur évolution.

L'Inspection rappelle qu'en complément de la VLE mentionnée au point de contrôle n°7 précédent, une VLE de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h.

Ainsi, l'Inspection indique à l'exploitant qu'il doit estimer le flux horaire maximal de l'ensemble des COV émis. Si ce flux dépasse le seuil mentionné, il devra respecter la VLE de 2 mg/m³ pour ces émissions. Comme mentionné à l'article 28, cette VLE serait à respecter sur l'ensemble des rejets canalisés et diffus de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande de poursuivre la veille sur ces techniques de décontamination et de la tenir informée de toute évolution notable permettant de remplacer ou diminuer l'utilisation du formaldéhyde.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PAC du 01/06/2023 : stockage du formaldéhyde

Référence réglementaire : Autre du 01/06/2023

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du stockage - Fiche de Données de Sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025

Prescription contrôlée :

PAC du 01/06/2023 - Stockage du formaldéhyde
Gestion du stockage - Fiche de Données de Sécurité

Constats :

L'exploitant ne s'est pas positionné vis-à-vis des rubriques 2718 et 4120-1-b comme demandé lors

de la précédente inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant dans un délai de 2 mois de lui transmettre les éléments suivants : - les procédures mises en place en cas de traitement par charbon actif de l'ensemble des rejets canalisés, - un positionnement vis à vis des rubriques 2718 et 4120-1-b susceptibles d'être impactées par un stockage plus important de charbons actifs ainsi qu'une estimation des volumes / quantités, - l'actualisation des éléments contenus dans son PAC en fonction des modifications réalisées ou le dépôt d'un nouveau PAC le cas échéant (tableau des liquides dangereux, tableau présentant les typologies et quantités de déchets, actualisation des FDS, etc).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Risques biologiques PSM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/06/1998, article 10
Thème(s) : Autre, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : [...] Les postes de sécurité microbiologique doivent être contrôlés tous les ans. [...] Les rapports de contrôle sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des PSM en salle lors de l'inspection. Par sondage, l'inspection a demandé le dernier rapport de contrôle du PSM n°1000395279-21011 installé dans le local OG51 de la zone CTA 420. Le rapport n°2025152 version 0 du 06/06/2025 conclut à la conformité du PSM.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Risques biologiques HEPA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 3.1.1.
Thème(s) : Autre, Entretien des filtres
Prescription contrôlée : [...] L'air des centrales de traitement de l'air des zones confinées fait l'objet des filtrations suivantes: <ul style="list-style-type: none"> Air entrant: filtration HEPA retenant 99,995% des particules de l'air (H14); Air extrait: filtration HEPA retenant 99,995% des particules de l'air (filtre H14), double

barrière à l'extraction.

L'efficacité des filtres HEPA servant au confinement est testée à l'installation et périodiquement tous les ans, les résultats des tests et des mesures mises en oeuvre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis la procédure n°BI-VQD-1120230-S version 5.0 en amont de l'inspection. Cette procédure définit les modalités de qualification initiale et périodique des environnements propres et des équipements associés, notamment les PSM, permettant de prévenir et de minimiser la contamination de l'air.

L'inspection a contrôlé en salle le rapport de contrôle n° 202506 de la CTA420 transmis par la suite à l'inspection. Le rapport mentionne bien la présence d'un filtre HEPA H14 en soufflage entrant et de 2 filtres HEPA H14 à l'extraction ainsi que la conformité au test EMERY.

Type de suites proposées : Sans suite